ASSEMBLÉE NATIONALE

10 mai 2024

**ORIENTATION POUR LA SOUVERAINETÉ EN MATIÈRE AGRICOLE ET
RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS EN AGRICULTURE - (N° 2600)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 2796

présenté par

Mme Manon Meunier, Mme Amiot, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiroir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 3

Après l'alinéa 9, insérer l'alinéa suivant :

« 2° bis Ils contribuent à former les futurs agriculteurs au droit de l'environnement appliqué au monde agricole et au rôle dévolu à l'office français de la biodiversité ; »

EXPOSÉ SOMMAIRE

"Par cet amendement, le groupe LFI-NUPES souhaite renforcer la formation des futurs agriculteurs aux enjeux du droit de l'environnement et de l'autorité compétente du contrôle de son application.

Pour seule réponse à l'expression de la colère des agriculteur.ice.s, qui souffrent d'abord de ne pas pouvoir vivre dignement de leur travail, le gouvernement a fait le choix de prendre l'Office français de la biodiversité pour cible en évoquant une mise sous tutelle des préfets afin de ""faire baisser la pression des contrôles"", ou encore le désarmement de ses agents. L'OFB poursuit pourtant une

mission essentielle en contrôlant le respect des normes environnementales, tant dans l'intérêt des agriculteur.ice.s, des consommateurs que des riverains d'exploitations agricoles.

Il est regrettable que ce gouvernement fasse le choix des régressions environnementales et prenne pour cible l'autorité chargée de préserver l'environnement et la santé humaine, notamment celle des travailleurs et travailleuses agricoles. Cela pour clôturer le débat sur sa responsabilité politique dans la situation économique catastrophique des agriculteur.ice.s.

Une meilleure maîtrise du droit de l'environnement, de son application, des modalités de contrôle de ses obligations et de l'organisation de l'autorité en charge de ces contrôles permettra une plus grande acceptation de l'OFB.

Cet amendement est inspiré d'une proposition du groupe Socialistes et apparentés en commission."